BURUNDI : Les activistes condamnent une nouvelle loi criminalisant l'homosexualité

IRIN/PlusNews, 1 mai 2009NAIROBI - Au Burundi, des activistes engagÃ©s dans la lutte contre le VIH/SIDA et des groupes internationaux de dÃ©fense des droits humains condamnent un nouveau code pÃ©nal criminalisant lâ€™homosexualit dans ce pays dâ€™Afrique centrale.En fÃ©vrier dernier, le SÃ©nat burundais avait votÃ© Ã la quasi-unanimitÃ© contre le proje loi. Toutefois, au mois de mars, la Chambre basse du Parlement a renversÃ© la dÃ©cision et le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a promulguÃ© la loi le 22 avril dernier.
Â«Â Nous craignons que cette loi nâ€™entrave les efforts de lutte contre le VIH/SIDA au Burundi en marginalisant davantage une population Ã risqueÂ Â», peut-on lire dans une dÃ©claration faite par des groupes de dÃ©fense internationaux, dont lâ€™organisation new-yorkaise Human Rights Watch, le groupe local de dÃ©fense des droits humains Ligue Iteka et lâ€™ONG locale de lutte contre lâ€™Ã©pidÃ©mie, lâ€™Association nationale de soutien aux sÃ©ropositifs et malades du sida (ANSS).Â« exhortons le gouvernement du Burundi Ã agir promptement afin de dÃ©pÃ©naliser lâ€™homosexualitÃ©Â Â», martÃ¨lent-ils.Le personnes jugÃ©es coupables de relations homosexuelles consensuelles risquent une peine de prison de deux Ã trois ans et une amende de 84 dollars amÃ©ricains.Â«Â Cette loi entravera nos activitÃ©sÂ Â», a estimÃ© Georges Kanuma, prÃ©siden lâ€™Association pour le respect et des droits des homosexuels (ARDHO), un mouvement local de dÃ©fense des droits des homosexuels Â«Â Notre organisation est actuellement contrainte Ã fermer ses bureaux [dans la capitale Bujumbura], car nous craignons pour notre libertÃ©, depuis la promulgation de cette nouvelle loiÂ Â», a-t-il poursuivi. Lâ€™ARDHO a Ã©tÃ© fon en 2003, mais nâ€™est jamais parvenue Ã se faire reconnaÃ®tre juridiquement comme une ONG.Lâ€™association distribue d lubrifiants Ã base dâ€™eau et des prÃ©servatifs et mÃ¨ne des activitÃ©s de sensibilisation au VIH/SIDA parmi les hommes qui ont des rapports sexuels avec dâ€™autres hommes. Selon Georges Kanuma, la plupart des Burundais ignorent que leur sociÃ©tÃ© compte des hommes qui ont rapports sexuels avec dâ€™autres hommes.Â«Â Nous espÃ©rons rencontrer des responsables du CNLS [Conseil national de lutte contre le VIH/SIDA] pour savoir sâ€™ils mettront un terme aux activitÃ©s destinÃ©es aux hommes qui ont des rapports sexuels avec dâ€™autres hommesÂ Â», a-t-il ajoutÃ©.Dans son dernier plan stratÃ©gique national, le CNLS fait mention des hommes qui ont des rapports sexuels avec dâ€™autres hommes et reconnaÃ® le besoin de mener des activitÃ©s de prÃ©vention ciblÃ©es au sein de cette communautÃ©.Bien que les groupes de dÃ©fense des droits humains soient mÃ©contents de la clause pÃ©nalisant lâ€™homosexualitÃ©, ils saluent dâ€™autres nouveaux articl code, notamment lâ€™abolition de la peine de mort et la pÃ©nalisation de la torture, du gÃ©nocide, des crimes de guerre et des crimes contre lâ€™humanitÃ©.[FIN][Les informations vous sont parvenues via IRIN, un dÃ©partement d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflÃ¨tent pas nÃ©cessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]